

« NOUS MANGERONS DU PAIN ET DE L'EAU JUSQU'À LA FIN DU RÉGIME ! »



LES CHÔMEURS : ACTEURS OUBLIÉS DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE



En Décembre 2010, le peuple tunisien s'est soulevé contre l'arbitraire policier et pour exiger du travail. Dans certains débats et publications récentes (1), le « jeune » est devenu la figure du mouvement, tandis que celle du chômeur tend à être effacée. Pourtant, beaucoup de chômeurs eurent une place centrale lors du soulèvement, notamment dans les régions de l'intérieur de la Tunisie, où s'est déclenché le mouvement.

Membres de collectifs de chômeurs et précaires de Montreuil et de Rennes, nous sommes allés à deux reprises à la rencontre de collectifs de chômeurs tunisiens et de collectifs plus informels mais non moins organisés, ayant eu une part déterminante

dans les émeutes. Nous avons plus particulièrement sillonné ces régions dites « de l'intérieur », où la pauvreté est criante et le travail très rare, contrairement aux villes plus riches de la côte est.

Durant ce soulèvement, la violence des émeutes a été essentielle dans le renversement du régime benaliste, en relais et en prolongement de manifestations massives. Quand les manifestations faiblissaient fin décembre, ce sont les émeutes qui ont maintenu la révolte. La violence des émeutes n'a pas été condamnée par les collectifs de chômeurs, et dans certaines villes, ces collectifs y ont participé. Jusqu'à ce qu'enfin la capitale se mette en marche...

ÊTRE CHÔMEU-R-SE EN TUNISIE

En Tunisie, plus spécialement dans les régions de l'intérieur, la famille, allant des frères et sœurs aux cousins émigrés en France, est le substitut de l'État social. Tout le monde est mis à contribution pour garantir aux chômeurs le minimum permettant de survivre (2). A Mezzouna, une ville située à mi-distance entre Sidi Bouzid et Gafsa, où nous avons longuement séjourné au cours du mois de juin, le chômage est vécu surtout comme une privation, ne permettant de faire de ce temps libre autre chose qu'un temps d'attente. Ne pas avoir de travail signifie le plus souvent être bloqué, ne pas pouvoir partir de la maison de ses parents, si bien que peu de place est accordée aux associations et aux initiatives collectives. Pourtant Walid nous dit qu'il « ne veut pas n'importe quel boulot, payé au lance-pierre », ils ne sont pas dupes du profit que les institutions et entreprises tirent du chômage de masse. Malgré tout, la convivialité ne manque pas, et il n'est pas rare de partager des repas collectifs payés par le cafetier du coin, ou de rejoindre la montagne et autres lieux, pour boire une bière (3), ou manger du sanglier. Ici, les chômeurs passent beaucoup de temps dans des cafés qui donnent parfois l'impression d'agoras, tant les conversations politiques y sont animées.

Dans les régions de l'intérieur, beaucoup de jeunes femmes subissent une sorte de double enfermement lié à la difficulté de trouver du travail et à l'interdiction de fréquenter certains espaces publics. Des activités comme sortir dans les cafés leurs sont toujours défendues, du fait de la « mentalité » et non de la « culture », comme le souligne Amel, une habitante de Mezzouna. A cela s'ajoute une autre forme d'enfermement résidant dans le fait que beaucoup de jeunes femmes ici attendent le mariage pour quitter leur famille. Certaines ont eu la chance d'aller faire des études dans les grandes villes de la côte, où elles ont pu goûter à la liberté de sortir dans les cafés ou de fumer en présence d'hommes. Le retour au pays est encore plus dur pour celles qui ont dû renoncer à l'homme qu'elles aimaient durant leurs études. Les moeurs empêchant de se marier avec un homme habitant trop loin du foyer, ou qui n'est pas approuvé par la famille. Cependant, les hommes sont également soumis à ce problème de ne pouvoir se marier avec celles qu'ils aiment. De tous les collectifs de chômeurs avec lesquels nous avons pu faire connaissance, celui de Redeyef était le plus féminin : la large place que les femmes ont prise dans la lutte de 2008 a contribué à développer un engagement politique très fort. Pour les autres collectifs, les femmes sont renvoyées socialement à la sphère domestique et elles s'autorisent rarement à s'engager dans des activités associatives ou/et politiques après leurs études, quand elles ont pu en faire.

Parmi ces chômeurs engagés durant la révolution, certains nous disent au détour d'un café que ce n'est pas le moment pour eux de travailler, que l'activité politique les occupe bien trop. Parmi eux se trouvent des militants des collectifs de chômeurs.

ORIGINE DES COLLECTIFS DE CHÔMEURS

DIPLÔMÉS

Depuis 1996, Ben Ali a entrepris une grande réforme de l'enseignement supérieur qui

consistait à multiplier le nombre de filières et abaisser le niveau du bac, amenant ainsi un grand nombre de personnes dans l'enseignement supérieur. Mais si multiplier les parcours de formation permet de retarder l'entrée sur le marché du travail, cette mesure ne crée pas d'emplois. Sans perspectives et poussés par le syndicat étudiant, l'UGET (Union Générale des Étudiants Tunisiens, de tendance marxiste-léniniste), des collectifs de chômeurs diplômés commencent à se former dans les cafés des grandes villes. Pour la plupart d'entre eux, il est impossible d'entrevoir une quelconque possibilité de devenir fonctionnaire, « black-listés » qu'ils sont par leur appartenance passée à l'UGET. Il ne leur reste plus alors que tenter d'obtenir du travail par la construction d'un rapport de forces. Jusqu'à la chute de Ben Ali, les collectifs de chômeurs étaient interdits, bien qu'il existait déjà des structures locales de l'UDC, l'Union des Chômeurs Diplômés, à Tunis et à Redeyef, mais clandestines. L'UDC est une initiative largement favorisée par le Parti Communiste Ouvrier Tunisien (PCOT), clandestin jusqu'en janvier 2011. Paradoxalement, les militants du Parti Communiste investis dans ces collectifs le sont davantage par nécessité que poussés par une cohérence politique. Léniniste, le discours le plus courant reste assez étriqué sur l'antagonisme de classe, opposant ouvriers et bourgeois, et excluant les chômeurs des conflits socio-politiques. Les chômeurs ne sont pas considérés comme des sujets constituants une force de transformation, ils ne sont que contestation et sont voués à devenir ouvriers pour fonder la dictature du prolétariat. Ce qui n'empêche pas ces mêmes militants d'impulser ou d'investir des collectifs de chômeurs par pragmatisme. Légalisés fin janvier 2011 par le gouvernement provisoire, les collectifs de chômeurs se sont depuis multipliés et se sont implantés dans de nombreuses villes, y compris des bourgades paysannes de 300 habitants !

LES COLLECTIFS DE CHÔMEURS

Les collectifs sont divisés en deux catégories : des collectifs de chômeurs diplômés et de non-diplômés. Dans la région de Sidi Bouzid et de Gafsa, quelques collectifs mélangeaient ces deux catégories, mais à notre connaissance, diplômés et non-diplômés s'y sont depuis séparés. D'autres collectifs, de diplômés ou non, sont restés plus informels, se retrouvant sur les grèves et les mobilisations ponctuelles, comme c'était le cas à Sidi Bouzid.

La plupart des luttes et des revendications des chômeurs diplômés se basent sur le problème du recrutement, comme à Tunis ou l'UDC s'est fondée après les luttes étudiantes de 2006 contre la mise en place du CAPES (4), ou lors du soulèvement de 2008 à Redeyef. Les chômeurs diplômés se définissent par trois années d'études après le bac. L'obtention d'un diplôme fait qu'ils ont un sentiment fort de légitimité sur l'exigence d'un travail attendant à leur diplôme (5).

Beaucoup de collectifs travaillent à recenser le nombre de chômeurs, leurs niveaux d'études, la durée de leur chômage, etc. Ce travail d'enquête a pour but de construire des revendications précises sur les besoins en travail, et de lutter contre la manipulation des chiffres assésés par le gouvernement.

1- Comme Meddeb Abdelwahab avec son livre *Printemps de Tunis, la métamorphose de l'histoire*, éd. Albin Michel, Paris, 2011.

2- Le gouvernement provisoire vient de mettre en place une menue allocation pour les chômeurs diplômés. Celle-ci est de 200 dinars, ce qui représente à peine la moitié du salaire d'un ouvrier en Tunisie.

3- Il est interdit de boire de l'alcool en public, et dans les régions de l'intérieur, on ne peut en acheter qu'au marché noir.

4- La mise en place du CAPES signifiait en Tunisie la possibilité de pouvoir appliquer une sélection encore plus arbitraire par la centralisation que la réforme amenait, du fait de la corruption des enseignants en poste pour les corrections.

5- Fin septembre 2011, 3 chômeurs se sont pendus à Kasserine après 4 jours d'agitation. Ils avaient entre 35 et 45 ans et étaient chômeurs diplômés depuis la fin de leurs études. Source : le blog setrouver.wordpress.com

6- Pour plus de détails voir « Révolte du peuple des mines en Tunisie » de Gantin K. et Séddik O., dans *Le monde diplomatique* de juillet 2008. Lien: <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/GANTIN/16061>

7- L'UGTT était l'unique syndicat tunisien légal sous l'ère Ben Ali. La direction de l'UGTT travaillait ouvertement au côté du parti-état en place et bénéficiait ainsi de postes au gouvernement en échange de l'acceptation de certaines réformes y compris salariales.

8- Cette réduction des effectifs s'est faite au prétexte d'une modernisation de la production qui par une productivité accrue a permis à l'entreprise de se délester de la majeure partie de sa main d'oeuvre. Les accidents du travail ont beaucoup diminués depuis 50 ans, mais les ouvriers continuent de souffrir de maladies dues à leur exposition à des gaz nocifs. D'autre part, un tel site industriel a fini par transformer les montagnes de cette région en un champ de ruines, en raison de multiples dynamitages visant à découvrir de nouveaux gisements.

9- A propos des méthodes contre-insurrectionnelles, lire *L'ennemi intérieur* de Mathieu Rigouste, (La Découverte, 2009), où il est question, entre autre, de la naissance et du développement de la « Doctrine de la Guerre Révolutionnaire » (DGR).

10- La torture du « poulet-rôti » consiste à attacher une personne en pliant ses jambes sur le ventre et en passant une barre de fer sous les genoux, ce qui permet de suspendre la personne entre deux tables. Les policiers frappent ensuite les plantes des pieds ou asphyxient la personne avec de l'eau.

Nous avons rencontré en février un collectif de chômeurs à Mezzouna qui pratiquait ce type de contre-expertise, et qui allait encore plus loin : il travaillait par exemple avec des syndicalistes de différentes institutions afin de connaître les besoins insatisfaits en terme de santé, de places en crèche, d'éducation... Néanmoins, lors de notre second séjour, nous avons appris que ce travail d'enquête avait été mis en suspens.

Lors de notre voyage de février, dans la zone allant de Redeyef à Sidi Bouzid, nous avons été reçus dans les locaux du RCD, réquisitionnés depuis la mi-janvier par les collectifs de chômeurs. Les six collectifs que nous avons rencontrés avaient fait de même. Symboliquement, ce geste est très fort car l'appropriation de ces locaux par ceux qui ont contribué à précipiter la chute du régime réaffirme le rôle qu'ils ont eu durant les événements, et indique que désormais les choix politiques se feront sous leur surveillance.

GRÈVE DE CHÔMEURS

Lors de notre arrivée à Sidi Bouzid devant le siège régional du ministère de l'Éducation, nous avons rencontré un rassemblement de chômeurs se disant en grève. Pourquoi le sont-ils ? Ils demandent une transformation et une transparence des concours d'entrée à l'Éducation nationale. Depuis la mise en place du CAPES en 2006, il est encore plus difficile qu'auparavant d'obtenir son diplôme si on n'a ni argent, ni relation privilégiée avec le pouvoir en place.

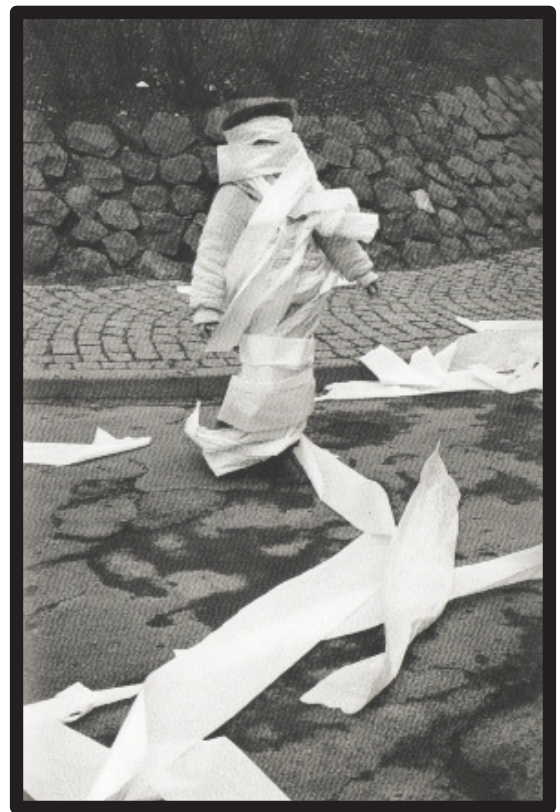
L'Éducation nationale peut ainsi reproduire une classe moyenne liée au pouvoir et favorisée comme telle, et on est loin de la reproduction symbolique : celle-ci est matérielle et rentable ! Mais cette appropriation des luttes de travailleurs, ou d'étudiants, dénote d'une vraie intelligence de la situation : ce ne sont pas ceux qui ont déjà le statut d'enseignant qui cherchent à le défendre, mais ceux à qui on a refusé ce statut qui tentent de se l'octroyer par la grève. étant diplômés de l'Éducation nationale, ils considèrent cette institution comme la leur et en exigent un emploi.

L'objectif de cette grève étant que l'Éducation nationale recrute sur leurs propres critères : non pas sur la réussite à des concours faussés, mais suivant la situation familiale et autres critères sociaux évalués dans le cadre des recensements de chômeurs qu'ils ont mis en place, et surtout suivant l'ancienneté au chômage. Et ce n'est pas un faible mot, puisque certains sont au chômage depuis plus de 20 ans.

QUELQUES MOTS

SUR LA LUTTE DE REDEYEF (6)

L'UDC de Redeyef s'est formée dans le cadre d'une lutte contre l'embauche prioritaire de proches du RCD à la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), usine spécialisée dans l'extraction de phosphate, et principal moteur économique de la région du bassin minier de Gafsa. C'est à l'occasion



d'un concours d'embauche de la CPG, entreprise marquée par la corruption, que la révolte éclate le 5 janvier 2008 à Redeyef, et que de jeunes chômeurs occupent alors le siège régional de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) (7). Ce syndicat gérait, en étroite collaboration avec la direction de la CPG, les cinq mille postes de la compagnie et les concours d'embauche. La contestation se développa au sein de l'UGTT, et le dissident Adnane Hadji, délégué régional des enseignants à l'UGTT, participa lui aussi à l'occupation du siège régional de l'UGTT, contribuant à combattre la compromission de son propre syndicat. Il sera arrêté et torturé, puis condamné à 8 ans de prison, et enfin libéré fin 2009.

Les manifestants plantent des tentes pour bloquer les rails sur lesquels transitent le phosphate, et sont ensuite rejoints par des dizaines d'autres personnes, pour la plupart, des chômeurs, mais aussi les veuves des mineurs et leurs familles, des lycéens et des habitants de la région. Le mouvement s'étend rapidement. Les ouvriers de la compagnie feront quant à eux deux jours de grève, marquant ainsi leur solidarité, à laquelle ils joignent leur propres revendications. Les effectifs ont été réduits de 75% sur les 25 dernières années, alors même que les profits étaient en constante augmentation (8). Dès la première semaine de lutte, les grévistes obtiennent satisfaction auprès du gouverneur de la région, sans doute dépassé par la fulgurance de leur mobilisation. Cette première victoire amènera à renforcer cette communauté qui luttait également en faveur de l'embauche de chômeurs non-diplômés. Les embauches acquises sont mises en place par le gouvernement par le biais d'une société d'intérim, mais l'idée des grévistes est de faire fermer la société d'intérim, une fois les emplois mis en place.

Mais Ben Ali, de peur que la lutte ne se répande, donne l'ordre à l'armée de ceinturer la ré-

gion avec des blindés et déploie 15 000 policiers, employant des méthodes contre-insurrectionnelles (9) : ils cassent des boutiques, entrent dans les maisons, frappent à tout va, arrêtent 200 insurgés, tirent à balles réelles pour réprimer les émeutes et tuent au moins deux personnes. Ils finissent d'écraser la révolte en bloquant les entrées et sorties pour toutes personnes étrangères à la ville pendant 6 mois, et ratissent les montagnes aux alentours pour débusquer les insurgés. S'en suit, lors de procès souvent houleux, des peines d'enfermement allant de 3 à 10 ans pour avoir manifesté et le recours aux tortures comme celle du « poulet-rôti » (10). Malgré l'omerta des médias contrôlés par le pouvoir, le soulèvement de cette région enclavée représente le mouvement social le plus long, le plus puissant et le plus mûr qu'ait connu, jusqu'à 2010, l'histoire récente de la Tunisie.

LIMITES DES COLLECTIFS DE CHÔMEURS TUNISIENS : L'ENJEU DE LA DIVISION DU TRAVAIL ET DES QUALIFICATIONS

Le problème des collectifs de chômeurs tunisiens reste que la toile de fond de leurs revendications maintient l'inégalité inhérente au capitalisme entre le travailleur qualifié, en droit d'obtenir immédiatement un poste, et le travailleur non-qualifié, qui devra se contenter de places subalternes. L'obtention d'un statut confère à celui qui l'obtient un moyen de se protéger dans une certaine mesure du marché du travail, et permet d'atténuer le degré d'avalissement (échapper aux postes les plus pénibles, au travail

est la création de postes de cadres pour les diplômés, et d'ouvriers pour les non-diplômés.

Un des effets résultant de cette séparation est le sentiment d'infériorité que peuvent ressentir les non-diplômés qui chercheraient à s'organiser : ils manquent beaucoup de confiance en eux et n'osent pas créer une association, ne s'en sentant pas capables. Le préjugé selon lequel les diplômés sont plus aptes à encadrer les non-diplômés s'est retrouvé dans les discours sur les manifestations de décembre-janvier dernier. Pourtant, durant le mouvement, diplômés et non-diplômés se sont retrouvés dans les réunions pour organiser les manifestations, atténuant ainsi cette séparation entre « ceux qui savent » et qui seraient les seuls habilités à s'occuper de la politique, et les autres.

ÉVOLUTION RAPIDE DE LA SITUATION

Entre notre voyage de février et celui de juin, un affaiblissement militant manifeste a été observé au sein des collectifs de chômeurs. Entre ces deux dates, s'est progressivement imposé dans les esprits le discours du gouvernement de transition brandissant la menace du « chaos » (11) si le retour à l'ordre ne se faisait pas rapidement au nom de la relance économique du pays.

En février, il s'agissait de ne pas s'en tenir au départ de Ben Ali : ses partisans devaient être écartés du pouvoir, dont son fidèle premier ministre Ghannouchi, devenu chef du gouvernement provisoire. C'est dans cette perspective que « la kasbah », place attenante aux bâtiments du gouvernement, a été occupée à deux reprises, en janvier et février. Les deux premières occupations obtiendront la démission des présidents des deux premiers gouvernements provisoires, anciens du RCD, ainsi qu'un fort remaniement ministériel. L'annonce de la démission de Ghannouchi (12) ne suffira pas à apaiser la contestation de la rue qui exige le départ du gouvernement provisoire de tous les membres du RCD et sa dissolution. Autour du 20 janvier, une caravane de quelques centaines de personnes venues des régions de l'intérieur, composée essentiellement de chômeurs, a réaffirmé les exigences premières de la révolte : en finir avec le RCD, sa politique autoritaire et liberticide, du travail *dans* - et *de* - la dignité. Localement, de nombreuses mobilisations ont vu le jour dans les régions de l'intérieur pour lutter contre la reconstitution du RCD sous d'autres noms. Cela a donné de la force au mouvement qui a finalement obtenu le départ de Ghannouchi le 27 février ; mais maintenant les luttes restent un peu en suspens, ne sachant que proposer en dehors de l'attente et de la préparation de l'assemblée constituante tunisienne devant être élue le 23 octobre 2011. Être contre quelqu'un ne suffit plus désormais, il faut être pour quelque chose.

ÊTRE CONTRE QUELQU'UN NE SUFFIT PLUS DÉSORMAIS, IL FAUT ÊTRE POUR QUELQUE CHOSE.

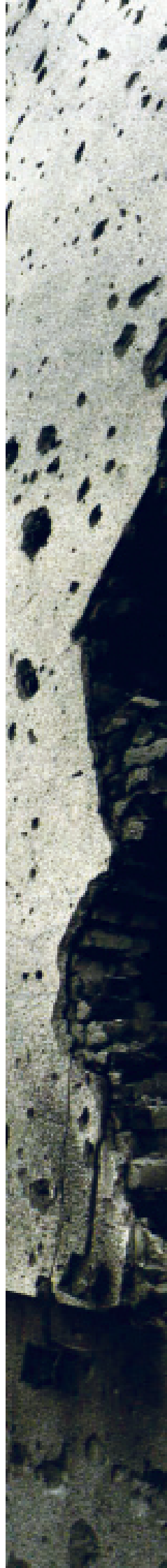
répétitif...), mais formulé comme tel cela maintient les non-qualifiés comme les sacrifiés, les invisibles. Pour réaffirmer une égalité, on pourrait postuler qu'il n'y a pas de travail non-qualifié, que tout travail découle d'un savoir-faire qui a à être reconnu comme tel.

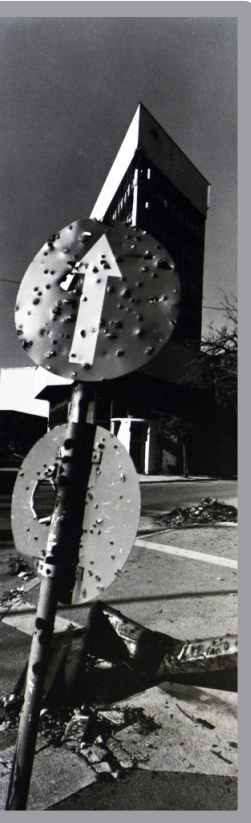
Dans les grèves de chômeurs, le point de départ de leurs revendications est l'embauche des chômeurs diplômés par ordre d'ancienneté. Si bien que cela revient à utiliser sa qualification comme droit au travail, certain ayant obtenu leur diplôme il y a plus de 20 ans. Revendiquer un travail sur la base de son diplôme mais avec des critères sociaux, cela revient à réaffirmer les besoins des chômeurs contre la concurrence et les critères méritocratiques des embauches de l'Éducation nationale.

Plus problématique, la manière dont l'UDC de Tunis a eu de proposer la reprise des coopératives délaissées, créées sous Bourguiba à la fin des années 50, illustre bien ce sentiment de supériorité qu'ont certains chômeurs diplômés sur les non-diplômés. En effet, un des principaux buts de leur proposition

« LE PROLÉTARIAT A BESOIN DE DIGNITÉ PLUS ENCORE QUE DE PAIN » (13)

Alors que les révoltes de 1984 ont été appelées « révoltes du pain », le terme de dignité était régulièrement scandé durant ces mois révolution-





11- Le terme « chaos », regroupe aussi bien les manifestations, grèves et blocages qui se sont multipliés dans le pays, que les manifestations islamistes, ou celles des milices défendant les intérêts du RCD.

Ce mot fourre-tout vise avant tout à permettre au nouvel ordre oligarchique de se réaffirmer comme pouvoir indispensable alors que le chaos et les incitations au repli dans la sphère privée par la stratégie de la peur ont été surtout propagés en janvier et février par les milices de Ben Ali, avec des saccages de boutiques, des braquages de bijouterie... Face à ce chaos, le peuple a pourtant réussi à auto-organiser la sécurité via des comités de quartier.

12- Numéro 2 du RCD

13- Marx & Engels, *Manifeste du parti communiste*.

14- Marx, *Les luttes de classes en France*.

naires. Décembre 2010 ne déclencha pas seulement un mouvement soucieux de dénoncer la pauvreté, et le pouvoir qui la garantit, mais se voulait plus globalement une réponse offensive à un sentiment largement partagé de honte envers la gestion calamiteuse et inégalitaire du pays par le clan Ben Ali-Trabelsi et sa police, au profit d'une classe privilégiée.

Le terme de dignité est un motif qu'on peut faire remonter aux luttes anti-coloniales : il est présent dès les grandes grèves des années 30. « On veut notre dignité » est un cri de révolte face à un sentiment d'impuissance, de n'avoir pas droit à ce à quoi les autres ont droit : une activité et de l'argent. Mais la question de la dignité dépasse de loin ces deux seules exigences, et il est préférable selon certains chômeurs de le rester, puisque la dignité se préserve avant tout en refusant d'accepter n'importe quoi.

A cela s'ajoute une autre forme de honte suscitée par le fait de vivre dans un régime dictatorial, tout en restant méfiant avec ce que l'on nomme démocratie à l'occidentale ou démocratie moderne. Dans l'exigence de démocratie, il y a pour beaucoup l'espoir de pouvoir mener des luttes fortes, et non pas l'idée qu'un pouvoir élu, quel qu'il soit, pourra régler la question d'une réelle justice sociale. Illustrant cette exigence de transformation politique, le slogan « on mangera du pain et de l'eau jusqu'à la chute du régime » signifiait clairement dès le début des manifestations que quelques soient les réformes proposées par Ben Ali, celles-ci ne suffiraient pas. Apparaît alors que le terme de démocratie ne peut pas être qu'un système politique mais est peut être un processus de réappropriation politique. « Je mets mon cadre dehors à coup de pieds au cul, c'est ça aussi la démocratie » nous a dit un fonctionnaire de la douane pendant les grèves qui ont épuré la fonction publique des cadres corrompus appartenant au RCD.



CONCLUSION : ÉCARTS ENTRE DIMENSIONS POLITIQUES ET DIMENSIONS ÉCONOMIQUES

Dans les nombreuses discussions que nous avons eu avec les militants des collectifs diplômés ou non-diplômés, une question nous a beaucoup taraudé : il nous semblait que l'exigence de démocratie se faisait avec une lucidité quant au caractère réactionnaire que constituait le modèle français. Il s'agit du modèle qu'ils connaissent en général le mieux : écrasement des luttes, recul des acquis sociaux, présidentialisme...

Mais il a probablement manqué une critique de l'économie pour approfondir cette exigence de démocratie, puisqu'ici comme ailleurs la rationalité économique est d'accroître toujours plus les marges de profits, tout en demandant à la classe des exécutants de se sacrifier pour lui. Aussi, le mythe du progrès s'impose comme l'évidence du « on va vers du mieux », consiste en somme à satisfaire la cupidité des investisseurs venus de tous pays : produire dans les secteurs en vogue des objets périssables à haute valeur ajoutée, accaparer les ressources naturelles, orienter la production vers la sous-traitance des pays

occidentaux, élargir toujours les espaces touristiques sans prendre en compte les problèmes d'augmentation des prix pour les locaux, et n'amener finalement aucune amélioration substantielle de la qualité de vie du plus grand nombre. Les tunisiens de toutes catégories (précaires en CDI ou en CDD, travailleurs de l'économie informelle) vivent eux aussi les effets néfastes du capitalisme, y compris dans ses formes contemporaines les plus raffinées : le management, la sollicitation salariale à s'engager dans l'entreprise et à adhérer à l'idéologie capitaliste, la culpabilisation des chômeurs à ne pas participer à la création de richesses...

La dynamique politique qui a su rassembler autour de l'exigence de chasser le RCD du pouvoir est aujourd'hui divisée. Les directions fortes qui devront être prises pour relancer le processus sont encore floues. Mais aux yeux des manifestants, les affaires politiques ne sont déjà plus dans les seules mains des bureaucrates prétendument experts pour diriger le pays. Le gouvernement provisoire est critiqué et la plupart des chômeurs rencontrés se méfient des élections du 23 octobre 2011 dont les élus auront à rédiger la future constitution tunisienne. Organisés en un réseau de « jeunes de la révolution » à échelle nationale, à l'origine des deux premières occupations de la kasbah, ils continuent à manifester pour exiger que les flics criminels soient jugés, les dernières manifestations datant de début septembre.

Pour eux, quelque soit le résultat, il y a des intérêts intrinsèquement oligarco-étatiques comme par exemple négocier des accords politico-économiques avec la France. Ils émettent des doutes quant à la capacité d'un prochain gouvernement à passer outre ces intérêts pour mettre en place des réformes qui viendraient renverser les privilèges de la côte sur les régions de l'intérieur, l'arbitraire de la justice, le problème de la mainmise étatique sur les médias, etc. Ce qui n'empêchent pas certains de considérer que la participation à de nouvelles coalitions politiques de gauche peut avoir une influence positive sur la politique à venir, dans l'idée marxiste que « derrière les bulletins de vote, il y a les pavés »¹⁴, bien que les lignes politiques de ces groupes soient très imprécises. Il s'agit de faire en sorte que les régions pauvres soient représentées au parlement, qu'elles puissent défendre leurs intérêts. Cela contribuerait à donner une continuité aux luttes de ces derniers mois. Ce sera probablement en vain mais ils ont manifestement besoin d'en faire l'épreuve.

La position des chômeurs rencontrés -constituant en partie cette inattendue communauté de révolutionnaires- est qu'il n'y aura pas de gouvernement juste sans participation et contrôle de leur part.

ANNA

“
**JE METS MON CADRE
 DEHORS À COUP DE PIEDS
 AU CUL, C'EST ÇA AUSSI
 LA DÉMOCRATIE.**
 ”